

Lady Rachel Russell, wife of the Whig "martyr" William Russell, is interesting both for the ways she was typical of her time, place and class, and how she went "against the time" and managed to widen the sphere of action usually allowed to women. Married but childlessly widowed by the age of thirty, she nevertheless managed to find marital happiness and domestic fulfillment with a younger man, and maternal satisfaction in her three children, having avoided both the frequent pregnancies and multiple infantile deaths that plagued so many contemporary women. A woman of strict principle and considerable theological interest, she arranged her children's marriages without consulting them overmuch, most concerned about the financial situation of their spouses. A woman who spent the forty years after her husband's execution in mourning, she filled those decades with involvement in national and local affairs as a dispenser of patronage, advice and influence. She is, therefore, exactly the sort of person whose life makes the right kind of historically interesting biography, telling us as much about the limits of the possible as the compromises and limitations of the typical.

Having praised the subject of this book, a few things must be noted about its execution. In the main, the writing, though clear and precise, is very tentative. Now, it is surely far better for an historian in doubt to acknowledge and explain the grounds for such a difficulty, or to point out where evidence is just too scanty for certitude. It is, however, rather disquieting to have pages of texts with statements about what the protagonist *might* have thought, *may* have felt, or *probably* did. And though it cannot really be considered a fault, it would have been refreshing to have had a break from the strict chronological account of Lady Rachel's life, and have been presented with more of an account of her times. Especially useful would have been a fuller treatment of the scope and nature of female activity among the aristocracy in late seventeenth- and early eighteenth-century England. How typical was Lady Rachel's education, courtship and marriages? How many other aristocratic women were involved in estate management, had books dedicated to them, and were entrusted with family strategy and management? Were other aristocratic women friendlier with members of their own sex, or was Lady Rachel typical in preferring male correspondents? And how did the lives of aristocratic women compare with women of other classes? These questions go largely unanswered, perhaps in part because of a lack of detailed information about the lives of English female aristocrats. Till much more is known, works such as Lois G. Schworer's *Lady Rachel Russell* will be an important contribution toward such a much-to-be-desired new genre.

Donna T. Andrew
University of Guelph

* * *

Norman Séguin et François Lebrun, éd. *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles : actes du Colloque franco-québécois de Québec, 1985*, Trois-Rivières, Université du Québec, Centre de recherche en études québécoises, 1987.

Depuis 1979, des historiens québécois et français spécialistes d'histoire rurale travaillent de concert pour une meilleure compréhension de leurs sociétés respectives. Cette perspective comparatiste est bienvenue; les historiens s'enfermant trop facilement dans des cadres étroitement nationaux. L'approche comparative permet, entre autres, de peser le poids respectif des institutions, des cultures populaires et de l'environnement physique sur la constitution et l'évolution du tissu social. L'ouvrage dont il est question ici rassemble quarante communications présentées au Colloque de 1985, regroupées en quatre sections. Ce genre de publication souffre généralement de deux faiblesses : les textes sont de qualité inégale et ils manquent d'homogénéité. *Sociétés villageoises* a relativement bien évité ces deux écueils. Les différentes communications sont de bonne tenue. Deux des quatre parties sont suffisamment homogènes pour permettre au lecteur d'en tirer une conclusion d'ensemble. La première partie intitulée « Patrimoines fonciers et structures agraires » oppose un pays de terroir plein, la France, à une région de colonisation, le Québec. En France, le système de transmission des terres avait pour but premier de garder le patrimoine intact. Cette contrainte déterminait la structure sociale

et les relations entre les individus, même au sein des ménages. Cette transmission pouvait être l'objet de stratégies très complexes, variant d'une région à l'autre. Au Québec, par contre, les terres étaient abondantes et l'accès des ruraux à la propriété foncière, facile. Les préoccupations des chefs de familles étaient, par conséquent, différentes. Transmettre intact le patrimoine hérité était moins important qu'établir le plus d'enfants possibles. La structure sociale résultante était alors plus égalitaire.

La troisième partie, « Phénomène villageois et industries rurales », rassemble également la majorité des communications centrées sur le thème des relations villes-campagnes. Elle suggère que les industries rurales, aussi bien en France qu'au Québec, ont acculturé les populations rurales au monde industriel et urbain. Par conséquent, l'émigration vers la ville et l'entrée dans les usines furent moins aliénantes qu'on l'a souvent cru.

La seconde partie, « Endettement et modes de consommation », est plus hétérogène. Une partie des communications qui la composent présentent des communautés rurales qui ne sont pas auto-suffisantes, mais qui s'articulent sur l'économie régionale par l'intermédiaire des marchands. Elles révèlent aussi l'existence d'un fort niveau d'endettement de la part des ruraux.

La dernière partie, « Comportements et représentations mentales », elle, est un attrape-tout qui défie la synthèse.

Globalement ou individuellement, les différentes communications ou bien remettent en cause des idées reçues concernant la société rurale québécoise, ou bien suggèrent de nouvelles avenues de recherche. À ce titre, l'ouvrage sera très utile aux spécialistes d'histoire rurale. Je lui ferais toutefois un reproche, c'est de trop être un ouvrage de spécialistes. Une introduction replaçant les différentes conclusions atteintes par les participants dans le contexte des connaissances existantes sur les deux sociétés en question aurait pu le rendre également utile pour les historiens du Canada et de la France en général.

Béatrice Craig
Université d'Ottawa

* * *

Donat J. Taddeo et Raymond C. Taras — Le débat linguistique au Québec : La communauté italienne et la langue d'enseignement, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, xii, 246 p.

Le débat de la langue de l'enseignement a suscité les plus vives controverses au sein de la société québécoise à partir du milieu des années 1960. D'une part, dans un climat de refrancisation de la société, un nombre croissant de francophones réclament que le français devienne la langue usuelle d'instruction au Québec. D'autre part, les anglophones, se sentant menacés par les revendications des nationalistes, insistent sur leurs droits acquis et veulent assurer l'avenir de leur propre réseau d'institutions scolaires.

L'enjeu pour les deux groupes, ce sont les allophones, ces Québécois d'origines ethniques autres que française, britannique ou amérindienne. Les francophones estiment qu'il y va de la survie d'un Québec français que ces divers groupes acceptent de s'intégrer davantage à la majorité; pour ce qui est de la langue de l'enseignement, ils favorisent l'imposition de contraintes pour assurer cette intégration. Les anglophones, confiants de l'attrait de leur langue dans une Amérique du Nord anglophone, voire dans un monde où l'anglais enregistre des progrès foudroyants, et tablant également sur la réputation d'accueil dont jouissent leurs écoles, exigent le maintien du libre choix de la langue de l'enseignement.

Les auteurs, Donat Taddeo et Raymond Taras, tous deux professeurs d'université au moment de la rédaction de ce volume (Taddeo est maintenant délégué du Québec en Italie), ont voulu retracer le rôle des Italo-Québécois dans l'évolution de ce débat, souvent acrimonieux. Ils commencent par peindre une fresque de l'immigration italienne au Québec au début du XX^e siècle et pendant les